

APRÈS LA PARENTHÈSE DES INTEMPÉRIES

Les contestations reviennent à Bouira

A Bouira, tout porte à croire que les citoyens ont juste observé un moment de répit forcé dû aux intempéries qui ont eu lieu dernièrement au niveau de la wilaya et au nord du pays.

En effet, l'on se rappelle que la semaine qui avait précédé ces intempéries, a été caractérisée par une vague de protestations qui avait touché plusieurs communes, notamment Oued-El-Berdi, Aïn-Laloui, Bir-Ghbalou, Ath-Mansour, Sidi-Yahia, Aomar et Saïd-Abid sur les augmentations du prix du transport, ainsi que celui du gaz butane.

D'ailleurs, ces manifestations ont été dans plusieurs cas très musclées ; ce qui a poussé les forces de l'ordre à recourir à l'arrestation de personnes, dont quatre à Ath-Mansour, libérées après plus de six heures de détention, et 31 à Aïn-Laloui, placées toutes sous mandat de dépôt.

D'ailleurs, toutes ces personnes arrêtées, qui ont été un moment sous les feux de la rampe, ont été presque oubliées à cause de ces intempéries qui ont accaparé la plus grande attention de la part des médias. Ainsi, nous avons appris hier que les 31 jeunes qui se trouvaient au niveau du pénitencier de Sour-El-Ghozlane ont été entendus par le juge d'instruction au courant de la semaine dernière, et tous furent libérés.

Concernant le transport, et depuis samedi, nous assistons à un retour du bras de fer entre les transporteurs qui réclament des augmentations auprès de leur tutelle d'une part, et de l'autre des citoyens qui se sentent lésés par des augmentations unilatérales de quelques transporteurs, et qui réclament le retour aux anciens prix.

Ainsi, à Lakhdaria, les transporteurs réclament des augmentations officielles puisque, leur tentative de ramener les prix du billet Lakhdaria — Bouira à 45 dinars soit une augmentation de 10 dinars, a poussé les citoyens à recourir aux manifestations de rue. Conséquence de ces augmentations unilatérales, la gendarmerie a dressé des P-V contre trois transporteurs. Depuis, tous les transporteurs de Lakhdaria sont en grève, réclament de leur tutelle une augmentation officielle et l'annulation des P-V dressés contre leurs camarades. A Aomar, c'est la population du village Aïn-Zaouia qui a réagi hier en fermant la route aux usagers de la RN25 qui relie Aomar à Draâ-El-Mizan, après les augmentations constatées sur les lignes Aomar-Aïn-Zaouia, et Aomar-Draâ-El-Mizan dont les billets sont passés respectivement à 20 et 25 dinars au lieu de 15 et 20 dinars. Dans la matinée, les autorités locales se sont déplacées sur les lieux et après avoir écouté les doléances des citoyens, il a été convenu que les prix doivent rester tels quels et si les transporteurs persistent à imposer leurs propres tarifs, les citoyens seront invités à déposer une plainte contre eux au niveau de la gendarmerie d'Aomar.

Toujours est-il, les responsables du secteur des transports ainsi que ceux de la DCP doivent trouver une meilleure formule pour contenter les citoyens sans léser les transporteurs, en concédant à ces derniers des augmentations raisonnables.

Y. Y.

L'ORGANISATION DES TRANSPORTEURS MONTE AU CRÊNEAU

“Les décideurs sont loin de la réalité”

Les transporteurs sont en colère. Ils refusent d'endosser à eux seuls la responsabilité de la hausse des prix du transport des voyageurs et des marchandises. Hier, lors d'une conférence de presse tenue à la station du Caroubier, où se trouve le siège de l'Union nationale des transporteurs (UNAT), les conférenciers n'ont pas hésité à tirer à boulets rouges sur les pouvoirs publics, considérant par là, qu'ils sont loin de la réalité.

Ainsi, la rencontre avec la presse, animée par le président de l'UNAT avec d'autres membres du bureau, a eu pour principal ordre du jour trois principales questions : la nouvelle tarification, l'organisation du secteur et les accidents de la circulation. Il n'en demeure pas moins que la question des prix était le thème dominant de cette rencontre. A ce titre, les membres du bureau national des transporteurs ont fait savoir que “cette situation engendrée par la hausse des prix du transport des voyageurs et des marchandises incombe en premier lieu aux pouvoirs publics”. “Pour notre part ne faisons malgré nous que subir au même titre que les usagers cette augmentation. En tant que professionnels du secteur, nous avons saisi à deux reprises le ministère des Transports, à savoir le 14.04.2004 et le 07.06.2004 pour débattre de la question, mais aucune suite n'a été réservée à nos doléances. Face à



cette situation et pour éviter une éventuelle crise qui pourrait déboucher sur l'irréparable, le bureau de l'UNAT a conseillé à ses adhérents l'application provisoire d'un tarif de 1DA/km/voyageur, en attendant qu'une étude judicieuse soit élaborée par les instances concernées. Hélas, rien n'a été fait dans ce sens. Depuis 1990, le prix du carburant a augmenté treize fois, alors que les autres charges n'ont jamais été revues à la baisse poussant ainsi les transporteurs à revoir à la hausse la tarification dont la conséquence directe est dénoncée par les usagers. Dans tous les pays du monde, l'Etat régulateur intervient pour mettre de l'ordre dans le secteur des transports pour éviter que les retombées d'une quelconque augmentation ne soit supportées par les seuls usagers. Chez nous rien de cela n'a été fait. On décide d'augmenter le prix des carburants le reste ne

les intéresse pas. Figurez-vous qu'à l'intérieur du pays des routes sont bloquées et des manifestations éclatent pour la simple raison que le transporteur du village a augmenté d'un dinar sa tarification.

Au niveau de l'UNAT, on veut éviter que ce genre de situation se produise”, explique le président de l'UNAT. Un autre membre de cette même organisation n'a pas été par trente-six chemins pour dire que “ceux qui décident de ces augmentations sont loin de la réalité, qu'ils ne prennent jamais le bus pour se déplacer et savoir ainsi ce qui se passe sur le terrain”.

Dans un autre registre, les animateurs de cette organisation qui revendique 9 000 adhérents dont des transporteurs de voyageurs et de marchandises ont indiqué en cette occasion que “les professionnels du secteur sont victimes de la déréglementation du secteur où l'anarchie règne en

maître absolu”. “A qui la faute ? Pourquoi cet acharnement à vouloir sanctionner le transporteur (l'employeur) lorsque la faute est commise par le chauffeur”, se demande ce membre du bureau national de l'UNAT.

En somme, cette conférence de presse se veut également un message fort que les animateurs de cette organisation professionnelle ont voulu transmettre aux pouvoirs publics, revendiquant en premier “la mise en place d'un plan directeur dans le domaine du transport à l'image de tous les autres pays qui considèrent que ce secteur est un segment très important dans le développement économique et social”. “Nous voulons que les choses soient totalement définies, que chacun joue pleinement son rôle et que la notion du professionnalisme soit la ligne de démarcation de tous les intervenants dans ce secteur”, conclut-on.

Abder Bettache

LIBERATION ET CONFLITS ACTUELS

Fin du colloque international

Le colloque sur “la problématique de la libération et des défis internationaux” s'est clos, hier, à l'hôtel El-Aurassi. En cette dernière journée, quatre intervenants se sont relayés à la tribune, parmi eux, le militant des droits de l'homme français et défenseur de la cause algérienne durant la révolution, Simon Blumenthal.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - La définition du terrorisme ainsi que la détermination de la nature de la résistance en Irak et en Palestine étaient les principales questions débattues lors de ce colloque. Comme l'ensemble des intervenants, Simon Blumenthal a tenu à faire la différence entre les mouvements de libération

du siècle dernier et ceux que nous connaissons aujourd'hui, qui auraient tendance à “vire” au terrorisme. Pour Blumenthal, l'adhésion de l'opinion publique à une cause peut être un facteur déterminant pour en définir “la justesse”. “Les luttes des mouvements de libération indochinois, algérien et vietnamien sont considérées comme exemplaires et ont bénéficié de nombreux soutiens à travers le monde et au sein même des pays colonisateurs.

Cette adhésion de l'opinion publique est un paramètre qui permet de faire la différence entre un mouvement de libération et un mouvement terroriste”, affirmera Simon Blumenthal. “Durant la guerre

d'Algérie, la société civile française s'est soulevée pour condamner les exactions de l'armée d'occupation. De nombreux réseaux clandestins se sont créés pour soutenir les militants du FLN. D'autres actions ont permis d'empêcher que de jeunes appelés ne rejoignent l'Algérie.

Les entreprises ont été paralysées par des grèves, la protesta s'est généralisée au fil des ans. Les principaux intellectuels français ont eux aussi milité en signant le manifeste des 121 rédigé par Jean-Paul Sartre et qui appelait à la désobéissance civile”, ajoutera Blumenthal qui a chèrement payé son soutien au FLN en passant plusieurs années de prison à Fresnes. Selon lui, les principes anticolonialistes de

la déclaration du 1er Novembre 1954 justifient à eux seuls ces soutiens au mouvement de libération algérien.

Les seules actions terroristes qui ont eu lieu à l'époque sont à mettre sur le compte de l'OAS. De nouvelles formes plus élaborées de colonialisme ont cependant vu le jour depuis l'éclatement du bloc de l'Est et l'expansion du concept de mondialisation. “Il ne s'agit plus de savoir si on doit être pour ou contre la mondialisation puisqu'elle est inévitable.

Nous devons cependant savoir quel est son contenu et surtout ce qu'elle apportera aux pays pauvres. C'est là le principal défi de notre temps.”

T. H.